



3^{èmes} Rencontres Francophones Transport Mobilité

Marne-la-Vallée, du 8 au 10 juillet 2020

Session 28

La gratuite dans les transports collectifs : quels objectifs ? Quels coûts ? quels effets ?

Organisatrice.eur.s de la session

Yves Crozet, LAET/Sciences Po Lyon

Bruno Faivre d'Arcier LAET/Université Lumière Lyon 2

Aurélie Mercier LAET/Université Lumière Lyon 2

Pierre-Yves Péguy LAET/Université Lumière Lyon 2

Texte de l'appel à communications

Plusieurs villes françaises de différentes tailles ont initié des dispositifs de gratuité partielle ou totale pour les clients des transports collectifs. Dans un contexte marqué par des échéances électorales, par des revendications sur les coûts de déplacement et par des exigences de développement durable, plusieurs décideurs publics s'interrogent également sur ce levier d'action dans la politique urbaine pour modifier des comportements de mobilité.

La taille des réseaux est-elle un facteur discriminant (coûts d'exploitation et d'investissement, mais aussi type de clientèle – captifs ou personnes en situation de choix modal) ? Cette mesure profite-t-elle plus aux habitants du centre-ville au détriment des ménages en périphérie où l'offre TC est par nature plus faible ?

Participe-t-il à accroître la fréquentation dans les transports collectifs ? La hausse éventuelle observée des déplacements en transports collectifs est-elle imputable à cette mesure et/ou au choc d'offre (fréquences accrues, nouveaux matériels,...) qui est intervenu de manière complémentaire ? Observons-nous un report modal de la voiture particulière et/ou des modes actifs (marche à pied, vélo...) vers les transports collectifs ? S'agit-il d'usagers actuels qui se déplacent plus (et pour quels motifs) ou de nouveaux clients (caractéristiques et usages) ? Est-il possible d'évaluer quantitativement ce report avec des outils appropriés ? Comment ont évolué les coûts généralisés de transport pour les différentes catégories d'usagers suite à cette mesure ?



Est-il possible d'évaluer les effets revenu et effet substitution liée à cette variation forte de prix de transports collectifs comme une des composantes de la consommation des ménages ? Dans quelles proportions les élasticités prix de la demande de transport se déforment-elles sous l'effet de cette variation non marginale des prix ?

Les réseaux de transports collectifs disposent-ils de réserve de capacité pour faire face à une croissance éventuelle de la demande de déplacement en transports collectifs sans investissements nouveaux ? Les cycles d'investissement par les réseaux envisagés précédemment hors contexte de gratuité sont-ils suffisants pour absorber une croissance de la demande notamment lors des heures de pointe de circulation ? Dans ce contexte, quelles sont les niveaux estimés des élasticités de l'offre de TC à la demande de TC à court et long terme ?

Renoncer aux recettes commerciales qui dans certains réseaux représentent plus de 30% des dépenses d'exploitation est-il soutenable ? Les autres sources de financement des transports collectifs comme le versement transport et les subventions publiques peuvent-ils compenser le renoncement aux recettes commerciales ? Avec les nouvelles Autorités Organisatrices de la Mobilité, la gratuité des TC ne risque-t-elle pas d'absorber la totalité du revenu lié au VT, au détriment des modes actifs ou nouveaux services de mobilité ?

Selon les reports modaux et la croissance de la mobilité observés, ce dispositif est-il cohérent avec les plans de déplacements urbains (PDU) retenus et les objectifs de limitation de pollution locale et des gaz à effet de serre ?

La gratuité est-elle à l'origine d'effets redistributifs progressifs ou régressifs pour les différentes catégories de la population ? La tarification sociale des transports collectifs mise en place par plusieurs villes assure-t-elle de meilleurs résultats sur ces effets ?

La gratuite pour les clients des transports collectifs contribue-t-elle à redynamiser les centres-villes par une fréquentation accrue notamment pour les déplacements achats ? Des effets de capitalisation dans les prix immobiliers des espaces centraux sont-ils déjà perceptibles ?

Les expériences étrangères dans ce domaine (Tallinn, Luxembourg...) sont-elles sources d'enseignements en termes de politique de mobilité dans le cas des villes françaises ?

Au travers de ces questions, l'objectif de cette session sera d'évaluer ces dispositifs de gratuité pour les clients des transports collectifs dans une perspective socio-économique de court et moyen terme. Une vigilance forte sera apportée aux dimensions méthodologiques des outils et des enquêtes réalisées qui conditionnent la robustesse des conclusions même partielles présentées.



Mots clés



Tarification, Financement, Évaluation, Gratuité, Transports collectifs